MASTER
NEGATIVE
NO. 94-82040-10

COPYRIGHT STATEMENT

The copyright law of the United States (Title 17, United States Code) governs the making of photocopies or other reproductions of copyrighted materials including foreign works under certain conditions. In addition, the United States extends protection to foreign works by means of various international conventions, bilateral agreements, and proclamations.

Under certain conditions specified in the law, libraries and archives are authorized to furnish a photocopy or other reproduction. One of these specified conditions is that the photocopy or reproduction is not to be "used for any purpose other than private study, scholarship, or research." If a user makes a request for, or later uses, a photocopy or reproduction for purposes in excess of "fair use," that user may be liable for copyright infringement.

The Columbia University Libraries reserve the right to refuse to accept a copying order if, in its judgement, fulfillment of the order would involve violation of the copyright law.

Author:
Halbwachs, Maurice

Title:
Budgets de famille aux États-Unis et en...

Place:
Paris

Date:
[1933]

94-82040-10

MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

BUSINESS
112
H123

Halbwachs, Maurice.

... Budgets de famille aux États-Unis et en Allemagne. Observations à la suite: Mm. Aubin, Lazard, Mauduit, Piganiol, Simiand. Paris, Librairie Félix Alcan [1933]

cover-title, 1 p. l., [51]–83 p. 18cm. (Bulletin de l'Institut français de sociologie, 3e année, fasc. 2)

At head of title: Séance du 17 mars 1933. M. Halbwachs.

1. Cost and standard of living—U. S. 2. Cost and standard of living—Germany. I. Title.

A C 35-571

Title from Columbia Univ. Printed by L. C.

[2]

RESTRICTIONS ON USE:

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 9x IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 4/15/94 INITIALS: W.W

TRACKING # : MSH 00392

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

PM-MGP 13"x18"
METRIC GENERAL PURPOSE TARGET
PHOTOGRAPHIC

A4

150 mm

A5

100 mm

1.0 mm

1.5 mm

2.0 mm

2.5 mm

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ
abcdefghijklmnopqrstuvwxyz
1234567890

PRECISION℠ RESOLUTION TARGETS

Century

Halbwachs
Budgets de famille--

D112 H123

Columbia University
in the City of New York

LIBRARY

School of Business

Bus

3e Année Fasc. 2

BULLETIN de l'Institut Français de Sociologie

Séance du 17 Mars 1933

M. HALBWACHS. — **Budgets de famille aux Etats-Unis et en Allemagne.**

Observations à la suite : MM. Aubin, Lazard, Mauduit, Piganiol, Simiand.

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, Boulevard Saint-Germain, PARIS

Liste des Membres

AUBIN, Inspecteur général de l'Instruction publique, 82, avenue de Breteuil, Paris (7e).
BAYET (Albert), Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes, 2, rue Monsieur-le-Prince, Paris (6e).
BLOCH (Marc), Professeur à la Faculté des Lettres, 17, Avenue de la Liberté, Strasbourg.
BLONDEL (Dr), Professeur à la Faculté des Lettres, 7, quai des Pêcheurs, Strasbourg.
BOUGLÉ (C.), Directeur adjoint de l'Ecole Normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris (5e).
BOURGIN (Georges), Archiviste aux Archives nationales, 8, rue Pierre-Curie, Paris (5e).
COHEN (Marcel), Professeur à l'Ecole des Langues orientales, 20, rue Joseph-Bertrand, Viroflay.
CZARNOWSKI (S.), Professeur à l'Université de Varsovie, rue Szopena, 4 m. 2, Varsovie.
DAVY (G.), Recteur de l'Académie de Rennes.
DE FELICE (Ph.), 28, rue d'Assas, Paris (6e).
ESCARRA (J.), Professeur à la Faculté de Droit, 4, avenue Hoche, Paris (17e).
ESPINAS (G.), Archiviste honoraire aux Affaires Etrangères, 198, boulevard Saint-Germain.
FAUCONNET, Professeur à la Sorbonne, 2, square du Croisic, Paris (15e).
FERDINAND-DREYFUS, Directeur au Ministère du Travail, 98, avenue de Villiers, Paris (17e).
GERNET (L.), Professeur à la Faculté des Lettres, Alger.
GRANET (M.), Professeur à l'Ecole des Langues orientales, 18, avenue Paul-Appell, Paris (14e).
HACKIN (J.), Conservateur du Musée Guimet, 4, place d'Iéna, Paris (16e).
HALBWACHS (M.), Professeur à la Faculté des Lettres, 12, allée de la Robertsau, Strasbourg.
HUBERT (René), Doyen de la Faculté des Lettres de Lille, 5, rue du Pont-de-Lodi, Paris (6e).
JEANMAIRE, Professeur à la Faculté des Lettres de Lille, 216, route Nationale, Viroflay.
LAZARD (Max), 8, rue Delabordère, Neuilly-sur-Seine.
LENOIR (R.), Agrégé de Philosophie, 65, rue des Boulets, Paris (11e).
LEVY (Emm.), Professeur à la Faculté de Droit, 61, rue Pierre-Corneille, Lyon.
LÉVY-BRUHL (Henri), Professeur à la Faculté de Droit, 276, boulevard Raspail, Paris (14e).
LÉVY-BRUHL (Lucien), Membre de l'Institut, 7, rue Lincoln, Paris (8e).
MASSON-OURSEL (P.), Chargé de cours à la Sorbonne, 11 *bis*, rue de Milan, Paris (8e).

BULLETIN
de l'Institut Français de Sociologie

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARY

3e ANNÉE. — FASC. 2

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

Liste des Membres

AUBIN, Inspecteur général de l'Instruction publique, 82, avenue de Breteuil, Paris (7e).
BAYET (Albert), Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes, 2, rue Monsieur-le-Prince, Paris (6e).
BLOCH (Marc), Professeur à la Faculté des Lettres, 17, Avenue de la Liberté, Strasbourg.
BLONDEL (Dr), Professeur à la Faculté des Lettres, 7, quai des Pêcheurs, Strasbourg.
BOUGLÉ (C.), Directeur adjoint de l'Ecole Normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris (5e).
BOURGIN (Georges), Archiviste aux Archives nationales, 8, rue Pierre-Curie, Paris (5e).
COHEN (Marcel), Professeur à l'Ecole des Langues orientales, 20, rue Joseph-Bertrand, Viroflay.
CZARNOWSKI (S.), Professeur à l'Université de Varsovie, rue Szopena, 4 m. 2, Varsovie.
DAVY (G.), Recteur de l'Académie de Rennes.
DE FELICE (Ph.), 28, rue d'Assas, Paris (6e).
ESCARRA (J.), Professeur à la Faculté de Droit, 4, avenue Hoche, Paris (17e).
ESPINAS (G.), Archiviste honoraire aux Affaires Etrangères, 198, boulevard Saint-Germain.
FAUCONNET, Professeur à la Sorbonne, 2, square du Croisic, Paris (15e).
FERDINAND-DREYFUS, Directeur au Ministère du Travail, 98, avenue de Villiers, Paris (17e).
GERNET (L.), Professeur à la Faculté des Lettres, Alger.
GRANET (M.), Professeur à l'Ecole des Langues orientales, 18, avenue Paul-Appell, Paris (14e).
HACKIN (J.), Conservateur du Musée Guimet, 4, place d'Iéna, Paris (16e).
HALBWACHS (M.), Professeur à la Faculté des Lettres, 12, allée de la Robertsau, Strasbourg.
HUBERT (René), Doyen de la Faculté des Lettres de Lille, 5, rue du Pont-de-Lodi, Paris (6e).
JEANMAIRE, Professeur à la Faculté des Lettres de Lille, 216, route Nationale, Viroflay.
LAZARD (Max), 8, rue Delabordère, Neuilly-sur-Seine.
LENOIR (R.), Agrégé de Philosophie, 65, rue des Boulets, Paris (11e).
LEVY (Emm.), Professeur à la Faculté de Droit, 61, rue Pierre-Corneille, Lyon.
LÉVY-BRUHL (Henri), Professeur à la Faculté de Droit, 276, boulevard Raspail, Paris (14e).
LÉVY-BRUHL (Lucien), Membre de l'Institut, 7, rue Lincoln, Paris (8e).
MASSON-OURSEL (P.), Chargé de cours à la Sorbonne, 11 *bis*, rue de Milan, Paris (8e).

BULLETIN
de l'Institut Français
de Sociologie

UNIVERSITY LIBRARY

3e ANNÉE. — FASC. 2

Bus
34-43042
Spaard.

D112
H123

34-43042 Feb. 28, 1935 DA/Hee

M. le Président. — Je n'ai pas besoin de vous présenter notre ami Halbwachs qui a travaillé, vous le savez, dans divers domaines sociologiques : il vient aujourd'hui nous parler des budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux Etats-Unis, d'après des études toutes nouvelles qu'il a en train et dont il nous donne la primeur.

M. Halbwachs. — Simiand est très au courant de la raison pour laquelle j'ai choisi le sujet que je voudrais traiter brièvement devant vous, étant donné que c'est un peu lui qui m'a engagé à reprendre une question que j'avais étudiée autrefois et que je n'avais pas perdue de vue, mais enfin à laquelle je ne m'étais pas remis depuis.

Ce n'est pas sans un peu d'émotion, d'ailleurs, que je me retrouve dans cette assemblée. J'ai gardé le souvenir des réunions d'un petit groupe de sociologues, antérieures à la guerre, auxquelles j'assistai assidûment, étant alors Parisien, et d'une dernière séance, où plusieurs de nos amis étaients présents, faubourg Saint-Honoré, où on m'avait fait l'honneur de me demander d'exposer une « théorie de la classe ouvrière » qui avait été discutée très amicalement. En somme aujourd'hui je prends la suite de ce que je disais alors. Je reprends cette question d'un certain point de vue et j'entre tout de suite en matière.

Je m'étais appuyé, dans mon livre (*La classe ouvrière et les Niveaux de vie*. Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines. Travaux de l'Année Sociologique. Paris, Alcan, 1913. Epuisé), sur une enquête par budgets de familles, faite en Allemagne, en 1907, qui était vraiment la meilleure, la plus complète, la plus précise de celles dont on disposait à cette

IRREGULAR PAGINATION

époque. Elle portait sur 800 familles, 800 ménages, qui avaient accepté de tenir un compte de leurs dépenses jour par jour, pendant une année, ce qui est remarquable; il n'y a guère qu'en Allemagne, qu'on pouvait obtenir des résultats de ce genre. 600 ménages d'ouvriers environ, 200 ménages d'employés, de petits fonctionnaires plutôt, avec cet inconvénient que les ouvriers choisis étaient des ouvriers moyens, plutôt pauvres, et qu'il était bien difficile d'établir une comparaison entre ces petits fonctionnaires ou ces petits employés et les ménages d'ouvriers étudiés dans cette enquête.

Me trouvant il y a deux ans aux cours internationaux de Davos, qui ont été interrompus depuis, l'économiste Sombart avec lequel je causais me dit : « Vous avez publié un travail sur l'enquête allemande de 1907. Or, on vient d'en refaire une autre, beaucoup plus étendue, en 1927-28 ». En effet, j'ai reçu peu de temps après l'enquête nouvelle qui est intitulée : *Die Lebenshaltung von* 2000 *Arbeiter, Angestellten und Beamten Haushaltungen.* Erhebungen von Wirtschafsrechnungen in Deutschen Reiche vom Iahre 1927-28. Berlin, 1933, 2 vol., in-8°. Elle est non seulement plus étendue, mais encore plus élaborée, et offre un matériel statistique vraiment remarquable, comme nous en possédons peu, pour l'étude des problèmes qui m'avaient intéressé, c'est-à-dire : dans quelle mesure la détermination des dépenses, dans des groupes de ménages, permet-elle de reconnaître d'abord les rapports qui existent entre la répartition des dépenses et le niveau du revenu, ou la grandeur de la famille et aussi, au-delà, quelle influence peut exercer, à cet égard, le fait d'appartenir à une classe définie : classe des employés, ou classe des ouvriers.

Je me suis donc mis à cette étude avec curiosité, et je vais d'abord vous dire, en quelques mots, dans quelle mesure il me semble que j'y ai trouvé confirmation de certaine thèse que j'avais soutenue à l'époque. M. Lévy-Bruhl, qui a été un de mes juges, se souviendra peut-être qu'il m'avait dit :

« Votre thèse repose, en somme, sur une pointe d'aiguille; vous avez soutenu que dans les ménages ouvriers la proportion de la dépense pour le logement est moindre que dans les ménages d'employés. C'est peut-être vrai, mais enfin c'est un résultat assez limité et qui est discutable ». J'avais construit en effet toute une théorie sur cette base, avec peut-êre un petit peu de ferveur sociologique et d'enthousiasme juvénile.

Cependant, laissons en ce moment de côté cette théorie, et revenons au fait. Le fait avait été contesté. Gide, dans un compte rendu de mon livre, avait dit : « La théorie repose sur cette affirmation que l'ouvrier dépense moins que l'employé pour son logement; à mon avis ce n'est pas exact ».

Je dois dire que j'avais conclu peut-être un peu vite, avec les données dont je disposais. Je crois, en effet, que je n'aurais pas pu, à cette époque, fournir la démonstration complète de ce dont j'avais eu tout de même l'intuition. Mais maintenant, avec l'enquête nouvelle, cette démonstration me paraît possible.

La nouvelle enquête porte sur deux mille ménages, au lieu de huit cents, qui ont tous tenu leurs comptes exactement de la même manière, c'est-à-dire jour par jour, avec grand soin, et moyennant certaines sommes qu'on leur a allouées. L'enquête a coûté un demi-million, rien qu'en indemnités données aux différents ménages. Elle comprend mille ménages d'ouvriers, cinq cents ménages d'employés, cinq cents ménages de fonctionnaires, et les familles d'ouvriers sont de tous revenus, c'est-à-dire qu'il y en a d'aisées et il y en a de pauvres. Si bien qu'il y a un nombre très appréciable de ménages d'employés qui peuvent être comparés, à égalité de revenus, avec des ménages d'ouvriers.

Cette comparaison est intéressante à beaucoup d'égards. Je n'en retiens que ce résultat : c'est que, à égalité de revenus, et pour toutes les catégories distinguées, la proportion des dépenses pour le logment est plus faible pour les ménages ouvriers. Ce

résultat a été établi dans des conditions d'élaboration statistique, dont je veux dire un mot, parce que c'est un progrès assez intéressant dans cet ordre de recherches.

Quand on compare des ménages de grandeur différente, comprenant des enfants et des enfants d'âge différents, la grosse difficulté est de savoir comment les comparer. Quelle unité de mesure appliquer ?

On a rappelé qu'il y a eu, à cet égard, peut-être une vingtaine d'unités différentes présentées, qui ont évidemment bien des rapports, mais qui ne sont pas les mêmes. Presque toujours l'unité de mesure, c'est une fraction de personne. Il y a dans ce procédé, évidemment, quelque chose d'un peu arbitraire. Malheureusement, si nous voulons appliquer la mesure à des groupes sociaux, nous sommes obligés de les traiter comme des quantités imaginaires, et d'y pratiquer certaines sections, de les découper dans une certaine mesure.

Après cela nous constatons qu'il y a tant d'unités dans telle famille. Ce n'est pas un résultat très satisfaisant pour le sociologue. C'est là une société faite de parties d'individus, et on aurait aimé peut-être des procédés moins brutaux que celui-là.

Mais on peut arriver à une précision plus grande et c'est ce qu'ont essayé les auteurs de la statistique allemande, notamment le Professeur Wagemann, qui était alors président de l'Office de statistique du Reich.

Les Allemands ont remarqué qu'en somme il n'est pas exact qu'un enfant compte de la même manière, et entraîne un accroissement de dépense identique, quelle que soit la dépense : Ils ont dit que, quand il s'agit de la nourriture, bien entendu la présence d'un enfant augmente notablement la dépense, surtout lorsqu'il a de dix à quinze ans, mais qu'il n'en est peut-être pas de même pour les dépenses telles que celles du vêtement, ou celles du logement, ou les autres dépenses : dépenses d'assurance, dépenses d'impôt, etc.

Ils ont proposé d'adopter des coefficients différents, c'est-à-dire de compter pour moitié la dépense d'un enfant de 8 à 12 ans, quand il s'agit de la nourriture, et de ne le compter que pour 0,30 ou 0,20 quand il s'agit des autres dépenses.

Procédé intéressant, peut-être plus proche de la réalité, mais qui est tout de même assez critiquable, parce que nous arrivons à une famille qui peut être comparée à un homme qui aurait un très gros estomac, qui coucherait dans un petit lit, et porterait des vêtements étriqués.

En d'autres termes, par ce calcul, on réduit artificiellement le nombre des enfants quand il s'agit de calculer la dépense pour le logement, le vêtement et d'autres articles, et on la maintient assez élevée quand il s'agit de la nourriture. Tout se passe, en somme, comme si la ménagère, quand elle va chez le boucher ou chez le charcutier, devait acheter pour cinq enfants; mais, quand elle se rend chez le propriétaire ou dans un magasin de confection, elle n'a qu'à dépenser pour deux enfants ou trois enfants.

On voit ce qu'il y a d'assez exact, d'assez approché, mais, en même temps, d'un peu artificiel dans cette méthode, qui n'en est pas moins intéressante et nous donne tout de même une grande commodité.

Tous les tableaux ont été établis en deux exemplaires, quand il s'agit de comparer les ménages, établis en indiquant les dépenses par ménages et les dépenses par personne-unité définie dans les conditions qui ont été données. C'est sur ces tableaux par personne-unité que je m'appuierai surtout, en remarquant que si on réduit assez artificiellement le nombre des enfants pour les autres dépenses, il se trouve que ces autres dépenses sont exagérées; quand il s'agit du logement, quand il s'agit du vêtement, si on compte la dépense simplement pour deux enfants, alors qu'il y en a cinq, c'est comme si on les divisait par deux, au lieu de les diviser par cinq; alors elles sont plus fortes. On les

divise, au contraire, par cinq quand il s'agit de la nourriture. Il y a alors une exagération de cette dépense pour les familles nombreuses, pour lesquelles cette réduction se produit de façon plus intense que pour les familles moins nombreuses.

Or, les familles d'employés sont un peu moins nombreuses. Si bien que, si nous calculons la dépense par ménage pour le logement, nous arriverons à une dépense plus faible pour les groupes ouvriers que lorsque nous la calculons par personne-unité. Je vous en préviens pour qu'il soit bien entendu que les résultats que nous trouvons par cette seconde méthode sont exagérés, en ce sens que pour les ouvriers la dépense paraît alors trop forte.

Par conséquent, la différence entre les employés et les ouvriers n'apparaît pas aussi nettement que si on n'appliquait pas ce procédé. Mais si, même en appliquant ce procédé, nous trouvons que pour toutes les catégories de revenus, la dépense pour le logement est plus faible dans les groupes employés, à fortiori en sera-t-il de même si nous appliquons un procédé plus rationnel.

Je ne veux pas faire étalage de tableaux statistiques, mais vous me permettrez cependant de reproduire ces quelques chiffres :

Loyer, en % de la dépense totale.

Revenus	Ouvriers	Employés
Moins de 1000	11,6 %	13,7 %
1000 à 1200	11,2	12,9
1200 à 1500	10,6	13,1
1500 à 1800	9,7	11,8

Maintenant, si nous prenons des catégories de revenus plus élevés (ces catégories ne contiennent pas un nombre de ménages d'ouvriers suffisant) on trouve, pour les employés, toujours la même proportion, 11, 9, c'est-à-dire que, pour les employés qui ont de plus forts revenus la proportion de la dépense pour le loyer est un minimum, et ce minimum est supérieur au maximum que l'on trouve pour les groupes d'ouvriers.

Voilà ce qu'il en est en Allemagne. Quand je faisais cette recherche sur les budgets allemands, je me suis heurté souvent à cette objection : « Mais dans les autres pays en est-il ainsi ? » et en particulier on me disait : « Nous serions bien curieux de savoir s'il en est de même en Amérique, étant donné que les conditions de vie des Américains sont assez différentes, et que, peut-être, entre les employés et les ouvriers en Amérique, les différences sont moins grandes ».

A cette époque, il n'y avait pas une enquête qui permît de faire une comparaison entre les dépenses des ouvriers et des employés américains. Depuis, il y en a eu un certain nombre, dont l'une semblerait me donner tort, en ce sens qu'il en résulterait que, dans une expérience donnée, les ouvriers dépensent en effet plus pour le logement que les employés.

Ceci, c'est le résultat d'une enquête faite dans la ville de Detroit, où sont les établissements de Ford, à l'initiative de Ford qui désirait, à ce moment, faire faire en enquête dans toutes les villes où il avait des succursales en Europe, parce qu'il désirait assurer les mêmes conditions de vie à tous les ouvriers qui travaillaient dans toutes ces villes.

Pour établir quel était le niveau de vie des ouvriers américains, il jugea utile de faire organiser par le Bureau de statistique une enquête sur ses ouvriers à Detroit. Or, on peut comparer cette enquête, faite en 1929, à une enquête faite à la même époque dans cinq villes américaines, sur 5 à 600 familles d'employés travaillant cette année-là. C'est-à-dire la dernière année de prospérité.

J'avais été, en 1930, en Amérique, et en partant je m'arrêtai à Washington où on me dit : « Voilà la dernière enquête que nous ayons sur la situation des ouvriers ». En effet c'était cette enquête Ford qui donnait des résultats assez surprenants, sur lesquels il y aura lieu de revenir encore.

D'abord il faut remarquer qu'une telle comparaison n'a de valeur que si elle est faite entre familles ayant les mêmes revenus. Or, ici, les employés ont

des revenus à peu près de moitié supérieurs à ceux des ouvriers.

En second lieu, la ville de Detroit se distingue parmi les villes américaines par le chiffre extrêmement élevé des loyers. En 1917-18, le taux des loyers à Detroit était beaucoup plus élevé que dans d'autres grandes villes américaines. Il n'y a pas de raison pour que cette différence n'ait pas existé en 1929 et cela fausse notre comparaison.

Mais depuis, il a paru un volume intitulé : *Recent Social Trends* (1933). C'est une série de rapports faits par une Commission qui avait été nommée par le Président Hoover. Dans cette enquête, il y a un chapitre fort intéressant qui a été rédigé par Lynd, auteur d'un ouvrage intitulé « Middletown », qui est un bon enquêteur, et qui dit : « Il est possible, d'après les enquêtes récentes, de comparer des ménages d'employés et d'ouvriers ».

Or, de toutes les comparaisons qu'il a faites, il résulte que, dans toutes les catégories, à revenu égal, la dépense pour le logement est nettement plus élevée dans les ménages d'employés. On a comparé, par exemple, des employés de banque en 1920, et des ouvriers, d'après l'enquête faite par le Bureau of labor Statistic, en 1918; autre enquête faite à Pittsburgh; plus récemment, en 1930, comparaison également d'employés avec des ouvriers pris dans la même ville.

Le résultat, par conséquent, semble donc bien confirmé, savoir que dans les ménages d'ouvriers, à égalité de revenus et pour des familles composées de même, la dépense pour le logement est toujours inférieure à ce qu'elle est dans des ménages d'employés.

Je m'excuse d'avoir insisté un peu sur ce point, mais je trouve qu'il est important à beaucoup d'égards, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de distinguer les dépenses dans la classe ouvrière et dans les groupes d'employés. La dépense pour la nourriture tend à être de plus en plus semblable dans les deux groupes; la différence tend à devenir

extrêmement faible. D'autre part, la dépense pour le vêtement est à peu près la même, en proportion, pour les employés et pour les ouvriers, dans l'enquête allemande et dans les enquêtes américaines également.

Les « autres dépenses », (c'est la rubrique sous laquelle on groupe tout ce qui n'est pas nourriture, logement et vêtements), ont énormément augmenté en proportion dans les ménages ouvriers, soit en Allemagne, soit en Amérique et la différence, à cet égard, tend à se réduire entre les ouvriers et les employés. Seule la différence quant à la dépense consacrée au logement subsiste.

Tout de même, bien que, pour le vêtement, la dépense soit à peu près la même, il est possible de descendre un peu dans le détail. C'est un des résultats nouveaux de l'enquête allemande. On peut distinguer, en effet, et c'est ce qu'on a fait, dans une famille, trois catégories de dépenses : pour le père, pour la mère, pour les enfants.

On constate qu'à cet égard la différenciation est beaucoup moindre quand il s'agit de ménages d'ouvriers que quand il s'agit de ménages d'employés. En d'autres termes, la différence de la dépense entre le père et la mère et entre les parents et les enfants est bien plus marquée, quel qu'en soit le sens, quand il s'agit d'employés que quand il s'agit d'ouvriers.

Cela marque peut-être un effort de restriction dans les ménages ouvriers qui résulte, en partie de ce qu'ils ont plus d'enfants, mais qui résulte peut-être aussi de ce que chez eux le besoin de vêtements se présente dans d'autres conditions. Je me borne à vous indiquer en passant ce point de vue.

Ces enquêtes allemandes sont intéressantes par leur minutie, par leur étendue, par leur précision. Mais elles ne portent que sur un état de distribution de dépenses pour une année. Elles ne nous permettent pas de suivre une évolution. Sans doute il y en a eu deux, qui sont séparées par une vingtaine d'années : 1907 l'une, 1927-28 l'autre. Mais la

seconde a été faite par des procédés tellement perfectionnés, tellement plus précis, que les enquêteurs allemands ont déclaré qu'il était impossible de comparer l'une et l'autre. C'est dommage évidemment, mais c'est un fait.

Nous devrions donc, si nous n'avions que des enquêtes de ce genre, nous borner à étudier des états. L'étude d'un état, à ce point de vue, n'est pas sans intérêt, et l'on peut même en tirer hypothétiquement des vues sur ce que pourrait donner l'étude d'une évolution.

Nous avons par exemple des ménages classés par ordre de revenus. On pourrait admettre que ce tableau projeté dans le temps indique assez comment s présente la dépense quand on passe d'un faible revenu à un revenu plus élevé. Ce serait une conclusion un peu rapide. Car il n'est pas dit que les ménages qui ont des revenus élevés, avaient autrefois des revenus inférieurs. Les conditions les plus différentes se réalisent à cet égard.

Plus intéressante serait une telle conclusion si on portait d'un tableau où la dépense est classée d'après l'étendue de la famille. Il est évident qu'un ménage qui a trois ou quatre enfants a commencé par n'en pas avoir. Ici on a un tableau qui nous indique la répartition des dépenses à égalité de revenus, par exemple suivant le nombre des enfants; cela peut nous donner certaines notions sur ce qui se produirait dans le cas où une famille s'accroîtrait.

Ces conclusions, on peut les tirer, et toute l'étude qui a été faite dans l'enquête allemande sur l'influence exercée par le nombre des enfants sur la dépense, ou sur la répartition de la dépense, dans des ménages ouvriers, est singulièrement instructive. Elle nous apporte beaucoup de renseignements, en particulier sur le degré de compression possible des dépenses, qui est inégal suivant la dépense.

Il est vraiment surprenant, par exemple, que des dépenses comme la dépense nourriture par personne-unité, puissent être réduites de 50 % quand

on passe d'une famille sans enfant à une famille avec enfants.

Mais je passe, et j'en viens à une seconde partie des possibilités que nous offrent les enquêtes actuelles; étudier non plus seulement une phase, mais une évolution. Pour ce qui est des enquêtes allemandes, ce n'est guère possible; il y a eu beaucoup d'enquêtes intermédiaires, faites par des villes, par des organisations ouvrières, mais suivant des principes si différents, portant sur des nombres si divers, et pendant des périodes si inégales, que toute comparaison est très aléatoire.

Evidemment l'idéal serait que nous ayons pour une période donnée, d'une trentaine d'années par exemple, une enquête qui aurait été faite dans les mêmes conditions, par la même administration, sur des ménages constitués de la même manière, année par année. Nous combinerions ainsi l'avantage non seulement de suivre notre étude dans la durée, mais de la suivre année par année. Ce n'est guère possible.

Simiand a suggéré, dans son *Cours d'Economie politique*, la possibilité de suppléer à cette insuffisance, au cas où nous aurions des enquêtes espacées, en nous appuyant, non plus sur des enquêtes par budgets de familles, mais sur la consommation totale par pays, pour certains éléments.

Dans l'article de l'Américain Lynd, dont nous parlions, il a été fait application de cette méthode, notamment pour indiquer tout de suite de quelle manière certaines consommations ont été modifiées par le fait de la crise, dans les dernières années. Lynd a suivi cette évolution d'après différentes statistiques qui permettent de calculer la consommation totale par tête pour une période de 15 ou 20 ans, à intervalles de deux ans. C'est une tentative intéressante.

Mais sans rechercher ce que l'on pourrait tirer d'une telle combinaison, tenons-nous-en à ce que nous avons. Il y a un pays, l'Amérique, pour lequel, depuis 1895, nous possédons quatre enquêtes offi-

cielles, qui ont été faites en 1895, en 1901-1902, en 1917-1918 et en 1929, enquêtes faites par la même administration, par le Bureau of Statistics of labor, sur des nombres très considérables de ménages (du moins les trois premières).

La méthode n'est pas tout à fait la même que celle qui est suivie par les Allemands. Au lieu de faire remplir des carnets par les ménages, on envoie des enquêteurs qui posent des questions. Méthode un peu plus expéditive. Mais étant donné le très grand nombre de questions, les visites nombreuses que l'on fait, le nombre considérable de cas envisagés, on peut dire que pour des résultats un peu gros, s'il s'agit de mettre en lumière des transformations importantes, cette méthode peut suffire.

Elle ne suffirait pas pour un ordre de recherches plus nuancées, plus précises. C'est pour cela que j'avais écarté quand j'avais à étudier la question qui m'intéressait dans mon premier livre, toutes ces enquêtes. Mais je crois qu'on peut s'appuyer sur elles quand il s'agit de mettre en lumière une évolution aussi curieuse et aussi notable que celle qu'on observe dans l'économie américaine. A cet égard, dans toute cette période, qui est en somme la dernière période de hauts prix, cela permet de suivre l'évolution des dépenses ouvrières et de leur répartition aux Etats-Unis, pendant une période de prospérité.

Là encore, j'aimerais bien donner un petit tableau résumé :

	En % de la dépense totale			
	1895	1902	1918-19	1929
Nourriture	46,2	43,1	35,4	32,3
Vêtement	12,9	13	17	12,2
Logement	17,3	18,1	12,9	22,6
Autres dépenses	16,1	20,1	25,1	26,9

Cette très forte hausse pour le vêtement, en 1918-19 correspond à un accroissement considérable des prix pour le vêtement, c'est-à-dire que le coût de la vie, calculé rien que pour le vêtement, hausse à cette époque-là infiniment plus que le coût de la

vie pour la nourriture. On a acheté des vêtements, sans doute parce qu'on était obligé d'en acheter; les prix ont fortement haussé. Peut-être s'est-on hâté d'acheter, en se disant que la hausse continuerait. En tous cas la dépense pour les vêtements est revenue ensuite à peu près au niveau où elle se trouvait auparavant.

Pour le logement, la dépense en 1929 est un peu élevée parce qu'il s'agit de Detroit, où les loyers sont exagérés. La dépense calculée pour des logements de ménages ouvriers américains est à peu près la même en proportion en 1929 qu'en 1895, ou un petit peu plus élevée, mais très peu plus.

Donc le trait essentiel me paraît être la diminution considérable de la dépense pour la nourriture, et l'augmentation considérable également de la dépense pour le reste, c'est-à-dire pour le mobilier, pour l'entretien de la maison et ce qu'on appelle « les autres dépenses ».

Et on peut dire que, dans cette enquête, toutes les catégories sont présentées de la même manière; c'est la même administration qui opère et suivant les mêmes méthodes. Je n'ai pas fait la comparaison suivant des revenus égaux. Ç'aurait été d'ailleurs difficile, étant donné que les salaires ont augmenté au cours de toute cette période. Mais il semble bien qu'à chacune de ces années l'enquête a porté sur des ouvriers de toutes catégories de revenus.

Si nous suivons l'évolution des divers facteurs économiques en Amérique, dans cette période, notre attention se portera en particulier sur le mouvement du coût de la vie et sur le mouvement du gain nominal. Alors, sans entrer non plus dans les détails, je vous indiquerai simplement qu'à partir de 1913-14, peut-être plus tôt, il y a eu hausse progressive du coût de la vie, et aussi hausse des salaires, mais que le coût de la vie a augmenté plus que les salaires, jusqu'aux environs de 1922; puis à partir de 1922 les salaires ont augmenté plus que le coût de la vie. Ils ont dépassé le coût de la vie à partir de 1922 et se sont maintenus nettement au-dessus

jusqu'en 1929, tandis que le coût de la vie tendait plutôt, à certaines époques tout au moins, à baisser.

Retenons ce fait, qui est très gros, très simple, et essayons d'en distinguer la signification au point de vue qui nous intéresse. Pour que les ménages ouvriers aient été capables de consacrer ainsi des sommes bien plus importantes relativement, à tout ce qui n'est pas des dépenses qu'on peut considérer comme les dépenses classiques, les dépenses nécessaires : nourriture, logement, etc., il semble qu'il faut qu'ils aient disposé d'un supplément de gains, qu'il y ait eu, si vous voulez, un surplus disponible.

Ce surplus disponible, vers l'année 1917-1918, nous pouvons comprendre comment il s'est formé. Remarquez que les loyers ont fort peu haussé jusqu'en 1917-1918; l'augmentation des loyers est de 3 à 4 %. On peut dire que les loyers n'ont guère monté; par conséquent il en résulte que les ouvriers ont eu moins à dépenser proportionnellement pour leur loyer. Les salaires haussaient, mais comme le coût de la vie haussait plus encore, on ne comprendrait pas qu'il y ait eu un surplus disponible s'il n'y avait pas eu cette marge, du fait des loyers.

Puis, à partir de 1922, les loyers se sont relevés. Ils ont rattrappé, dans une certaine mesure, les autres prix, à cet égard. Mais les salaires ont augmenté plus que le coût de la vie. Par conséquent il y a eu, de ce fait encore, un surplus disponible.

Alors tout s'est passé comme dans le cas où des ménages ouvriers, habitués à certaines dépenses, voient brusquement leurs salaires augmenter, alors qu'ils peuvent cependant satisfaire de la même manière les dépenses antérieures. Il va, si vous voulez, se constituer un surplus.

Voilà ce qui semble s'être passé en Amérique et c'est un phénomène assez curieux. Quand j'ai lu le livre de SIMIAND, j'ai été un étonné de constater que les besoins des ouvriers ou leur niveau de vie, n'étaient pas considérés par lui comme un facteur essentiel dans l'explication des mouvements des salaires. Si vous voulez, les transformations produites

dans les besoins ouvriers ne paraissaient pas, pour SIMIAND, être en rapport avec les variations du salaire. SIMIAND disait qu'il n'avait pas trouvé de correspondance à cet égard.

Dans le chapitre de votre livre consacré à étudier les rapports entre les variations du salaire et les variations du coût de la vie ou des besoins, il me semble que vous remarquez qu'il n'y avait pas de correspondance bien nette.

LE PRÉSIDENT. — Avec les mouvements par grandes phases.

M. HALBWACHS. — Maintenant je sais que c'est une question qu'il faudrait reprendre en détail et que sur ce point vous nous avez promis des résultats nouveaux.

En tout cas, en ce qui concerne la phase que nous avons étudiée, j'aurais l'impression que l'accroissement des salaires semble ne pas être résulté en effet, d'une façon directe et bien visible, d'une sorte de pression exercée par les ouvriers, en vertu de leurs besoins accrus, et que ce serait plutôt l'inverse qui se serait produit, à savoir qu'un surplus disponible s'étant manifesté, les ouvriers ont eu la possibilité de développer de nouveaux besoins et les ont développés.

Je simplifie un peu cette partie de l'exposé, mais enfin c'est ainsi que j'interprète ce qui s'est passé.

Alors il est bien remarquable, — ce sera une troisième et dernière partie de cet exposé — que nous puissions ainsi constater qu'au cours d'une période de prospérité, d'augmentation des salaires, en même temps que d'augmentation des prix naturellement, mais d'augmentation des salaires qui dépasse, à certains égards, l'augmentation des prix, au moins à certaines périodes, les ouvriers ne profitent pas de cet accroissement de salaires pour développer les besoins qui, chez eux, sont des besoins anciens, et qui peut-être, chez eux, ont été comprimés en une période où les salaires étaient plus bas, notamment besoins d'alimentation, besoins qui ont pour objet le logement, et besoins de vêtements.

Ce qui est notable, c'est la forte diminution de la dépense pour la nourriture des ménages ouvriers.

D'autre part, ce qui est aussi notable, c'est que, brusquement, toute une série de besoins qui n'existaient pas auparavant, ou qui n'étaient que très faiblement satisfaits, ont pris un essor considérable.

Qu'entend-on pas « autres besoins », ici, ou par : « autres dépenses » ? Cette rubrique : « Autres dépenses », est évidemment un peu hétérogène; nous y faisons rentrer toutes les dépenses de mobilier, d'ustensiles, d'aménagements intérieurs de la maison. Or on sait à quel point tous ces appareils mécaniques de nettoyage par le vide, réfrigérateurs, etc., se sont multipliés. On peut comprendre dans le mobilier la radio, un certain nombre de produits fabriqués en série qui ont joué un grand rôle dans l'évolution de la vie en Amérique durant ces vingt dernières années.

Puis il y a des dépenses plus importantes parmi les « autres dépenses », en particulier la dépense pour l'automobile. Il faut retenir que dans l'enquête l'enquête Ford, 47 % des ouvriers enquêtés avaient une automobile. Evidemment cela ne veut pas dire peut-être grand chose, s'il s'agit d'automobiles d'occasion. Mais, dans une enquête faite deux ans auparavant par Lynd sur le même nombre d'ouvriers, non plus à Detroit, mais dans des villes moyennes, on trouvait exactement la même proportion : 47 %.

Lynd nous dit qu'on peut estimer qu'il y a 40 % des familles américaines qui ont une radio; on emploie beaucoup de machines à coudre, des appareils Lux, des ustensiles de cuisine très nouveaux, ayant pour objet surtout de ménager le travail de la femme.

Mais enfin, dans les « Autres dépenses », c'est, semble-t-il, l'automobile qui passe au premier rang, à laquelle on peut ajouter les dépenses de transport, là où il n'y a pas d'automobile. Les dépenses de transport ont certainement augmenté. Puis, il y a les dépenses pour le médecin, pour l'hygiène, pour le dentiste, au besoin pour le séjour à la campagne

recommandé par le médecin, pour la pharmacie qui a pris un très grand développement. Il y a les dépenses pour l'assurance, non pas l'assurance obligatoire et légale qui n'existe pas aux Etats-Unis, mis pour l'assurance privée qui s'est beaucoup développée.

Ces trois articles représentent, à eux seuls, à peu près 60 à 65 % de ce que nous appelons « Autres dépenses ».

Bien entendu, d'autres articles sont intervenus; par exemple la dépense pour le cinéma a remplacé la dépense pour le théâtre; mais cela ne fait qu'un article assez simple, assez réduit de la dépense. Ce n'est pas là-dessus qu'il faudrait insister. Les ouvriers se déplacent pour prendre des vacances, mais enfin là aussi il n'y a pas une évolution très notable. C'est surtout sur ces trois premiers articles qu'il faut insister et nous sommes amenés à nous demander ce que signifie exactement cette évolution, quel en est le sens.

On peut le déplorer et on le déplore, mais on l'a expliquée par le caractère mécanique que prendrait de plus en plus la civilisation américaine. Si les ouvriers achètent des radios, achètent des automobiles, c'est parce que ces objets sont fabriqués en série, et qu'une réclame intense les détermine à les acquérir.

Les ménages ouvriers, en somme, se trouveraient, disposant de certaines sommes presque inattendues, sollicités d'une façon continue par des vendeurs qui leur offrent des produits, d'un caractère mécanique. D'ailleurs ce serait le résultat de la politique des hauts salaires : on fabrique beaucoup de produits, on paie aux ouvriers des salaires élevés pour qu'ils puissent les acheter, et, par une propagande intense dans les villes, on fait que ce soit sur ces produits que se porte, en effet, leur attention.

Il y aurait là alors une évolution assez curieuse, et peut-être regrettable, qui entraînerait l'affaiblissements de besoins tels que la recherche d'une alimentation soignée, d'une demeure confortable et

propre à abriter la vie de famille, de vêtements à la fois plus hygiéniques et dénotant peut-être un peu plus de sens esthétique.

Ce sens esthétique serait réduit de plus en plus. Tout ce qui constitue, pour beaucoup d'esprits, l'essentiel de la culture disparaîtrait, d'autant plus que nous ne voyons pas augmenter considérablement les dépenses pour l'école, pour les livres. Si on a beaucoup de radios, on a de moins en moins de pianos.

Tout cela semblerait justifier les attaques assez vives dirigées, à cet égard, contre la civilisation américaine. Faut-il croire que l'évolution des besoins particuliers est bien cela ? Qu'on passe, en d'autres termes, des besoins traditionnels, normaux, dénotant d'abord la nécessité de satisfaire les appêtits organiques, mais aussi d'enrichir et diversifier ces besoins, de les affiner ? Ces besoins disparaîtraient, prendraient de moins en moins d'importance; les besoins qui sont orientés vers toutes les formes mécaniques de la vie se développeraient.

Et ceci, dans une certaine mesure, aurait peut-être donné raison à la thèse que j'ai soutenue autrefois, à savoir que l'ouvrier, à raison de ses conditions de vie, est trop mécanisé, et se prête trop facilement à l'emprise mécanique.

Je ne déduirai pas cette conséquence de cette évolution, et je préfère interpréter celle-ci autrement. Il me semble que nous, sociologues, nous devons nous placer à ce point de vue : quelle est la signification de cette orientation, lorsqu'on envisage les besoins sous leur forme collective ?

Le groupe des ouvriers adopte certains besoins qui lui sont imposés par la société dans laquelle il vit. Il se trouve que cette société produit beaucoup d'objets qui ont un caractère mécanique. Mais l'essentiel n'est-il pas que les besoins, dans la classe ouvrière, prennent de plus en plus le caractère collectif, et qu'en somme ce qui nous apparaît, c'est que, à travers toutes ces formes mécaniques, ce que ces ménages désirent, ce qu'ils recherchent, ce qu'ils essaient, c'est de participer davantage à toutes ces

activités qui sont construites par la société, qui ont un caractère collectif ?

Ils firent profit des organisations de transports, des organisations de voyages, de sports, de médecine, d'hygiène. Est-ce que la signification de tout cela n'est pas simplement que l'ensemble des ouvriers tend à participer aux formes les plus modernes de la vie collective, et aux formes aussi les plus collectives de la vie moderne ?

Telle est la question qu'on peut poser. Il est très notable que, dans cette réduction progressive de ce que j'appellerai les anciens besoins, on peut peut-être saisir une attitude, je ne dis pas d'hostilité, mais d'indifférence vis-à-vis de certaines formes, collectives aussi, mais dépassées, appartenant à une civilisation déjà ancienne, qui est encore pour un grand nombre d'entre nous la civilisation par excellence.

Pour beaucoup de milieux, qu'est-ce qui, dans un passé relativement proche, passait au premier plan ? Par quoi se faisait-on valoir ? Surtout par le luxe de la maison, par le luxe de la table, par le caractère choisi de l'alimentation et, évidemment, l'élégance, le caractère esthétique du vêtement.

Il semble que tout cela ait perdu de son importance, et en tous cas le mouvement, tel qu'il est dessiné par les chiffres que je viens de reproduire, semblerait indiquer qu'en effet tout cela ne compte plus autant. A Amsterdam, il y a quelques semaines, j'entrais dans un restaurant vers midi et demi; ce restaurant, situé dans un quartier très fréquenté, était vide, et le garçon me disait comme pour s'excuser : « Maintenant on ne mange plus, c'est la mode... ». On ne mange plus parce qu'on n'a pas le temps, parce qu'on est pris par toute espèce d'occupations, parce que manger bien, s'attarder à table, c'est le fait de gens un peu âgés, anciens, qui ont des habitudes. Maintenant on va plus vite; on mange vite pour aller non seulement à ses affaires, mais à ses plaisirs, et ses plaisirs, on les prend sous des formes collectives.

Il y a là une évolution qui est évidemment curieuse.

Tout cela n'a pas duré. A la fin de 1929, l'économie américaine a brusquement chancelé sur sa base et ce n'est là peut-être qu'une expérience qui ne se répétera pas de longtemps. Néanmoins nous pouvons dire que nous avons eu là l'exemple de ce que pourrait être le développement brusque et rapide d'une classe qui se trouverait disposer des moyens nécessaires pour satisfaire son existence, ses ambitions et qui, d'emblée, se tournerait vers la société moderne et chercherait, de toutes les manières, à participer à toutes les activités qui sont construites et qui sont développées par elle.

Voilà ce que je voulais vous indiquer comme remarques faites à propos de mon étude plus précise, qui porte sur des statistiques plus étendues, et qui paraîtra d'ici peu de temps sous la forme d'un petit livre.

Mais je suis content d'avoir eu l'occasion de vous signaler ces idées, dans l'attente de ce que vous pourrez ajouter, ou remarquer à cet égard.

Le Président. — Je remercie vivement notre ami de cett communication si intéressante, si substantielle, et qui fournit des données économiques, des données sociologiques diverses; et je le remercie également de toutes les questions qu'il a posées. Ces questions sont, pour une part, déjà pleinement résolues par l'auteur lui-même; mais elles appellent, en effet et en tout cas, assez utilement des échanges de vues. Si je le remercie aussi brièvement, c'est pour laisser plus de temps à ces échanges de vues qui, sans doute, seront profitables et qu'il souhaite lui-même tout le premier.

M. M. Lazard. — Je désirerais plutôt des éclaircissements. Je voudrais que notre collègue nous dise pourquoi il n'arrive pas à 100 %, mais seulement, si je calcule bien, à 99...

Halbwachs. — J'ai supprimé la rubrique : « Frais d'éclairage » qui a peu changé, qui représente 4,5 en 1895 et 4,30. Alors, pour simplifier, je l'ai laissée

de côté. Mais sur mon tableau le total est toujours 100. Je n'ai pas indiqué les totaux parce que je ne donnais qu'une partie de mon tableau.

M. Max Lazard. — La base statistique de vos observations me paraît, je l'avoue, un peu étroite. Néanmoins la conclusion générale à laquelle vous arrivez est vraisemblable. Il est curieux de noter ce déplacement de la dépense dans le sens des besoins nouveaux par préférence à la satisfaction plus complète des besoins anciens. Votre explication par l'attrait grandissant des participations à la vie collective est intéressante.

Une autre observation que je serais disposé à présenter concerne la méthode des coefficients calculés d'après le nombre variable des enfants. Les explications que vous nous avez vous-même données, et qui font ressortir tout ce que ce fonctionnement a de factice, auraient dû, me semble-t-il, aboutir à une condamnation. Pourquoi ne pas prendre nettement parti et confesser purement et simplement l'impossibilité de dégager, sur tel ou tel point, des précisions statistiques.

M. Maunier. — Dans quelle mesure pensez-vous que cette nouvelle orientation des besoins des classes ouvrières en Amérique pût être un moyen d'embourgeoisement pour les ouvriers. Car, même au pays du dollar, il y a la notion du bourgeois, marquée par les besoins et par les goûts.

L'ouvrier croit donc s'embourgeoiser, par le fait qu'il gagne des besoins nouveaux ?

M. Aubin. — Certains produits ont baissé; or, vous dites que les vêtements représentent 12,9 % en 1895 et 32,3 en 1929. Il faut tenir compte du fait que proportionnellement c'est beaucoup plus en qualité. Il y a là une notion à faire intervenir.

Vous dites : proportionnellement la somme consacrée aux vêtements n'a pas varié. C'est vrai si vous considérez la somme des dépenses pour cela, mais si vous considérez la qualité, peut-être cela

indique-t-il que tout de même la satisfaction des besoins a varié dans un sens.

M. Mauduit. — Le Standard de vie des ouvriers américains a-t-il été influencé ou modifié par la réclame qu'on dit créatrice de besoins nouveaux ? Pourrait-on déterminer ceux de ces besoins dont la naissance et le développement seraient imputables à la propagande commerciale ?

M. Piganiol. — Au sujet de l'observation que vous faisiez que les employés dépensent plus pour leur logement que les ouvriers, il y a une grande différence entre les dépenses de logement et les autres dépenses. Quand les dépenses de nourriture et de vêtements sont faites, on n'en parle plus. Tandis que les dépenses de logement engagent l'avenir. Or l'employé peut prévoir, par ce fait qu'il est payé au mois, à l'année; l'ouvrier ne le peut pas. Le logement est une dépense consolidée; il y a là une différence de nature essentielle. Les ouvriers de Détroit, qui sont des ouvriers plus consolidés que les autres peuvent consacrer pour le loyer une fraction de revenu considérable.

Le Président. — Je voudrais peut-être compléter un peu l'interprétation donnée d'une partie de mon ouvrage : *Le salaire, l'évolution sociale et la monnaie*. L'objet général de ma recherche, après un nombre de pages dont je m'excuse, y était d'essayer d'apercevoir ce qui paraissait pouvoir être un antécédent régulier des grandes variations du salaire que je croyais avoir reconnues. C'est par rapport à ces variations par grandes phases, que je n'ai pas trouvé ni antécédence ni liaison simple ou régulière entre le mouvement du salaire et le développement du coût de la vie ou de la consommation. Je dis « consommation » en effet, car je ne crois pas m'être servi du terme de « besoins »; ce que nous atteignons en observation positive, c'est la consommation réalisée, observation qui se décompose en prix et en nature des objets de cette consommation, et j'ai appelé « coût de la vie » les

éléments de valeur économique et « genre de vie » les éléments d'espèce physique.

Ce qui semble pouvoir être constaté, dans le cadre de ce que j'ai étudié, c'est que pour ces grandes phases, il y a possibilité d'établir une liaison non pas entre deux termes seulement, qu'on appellerait les salaires d'une part et les prix d'autre part, mais d'abord entre deux catégories de faits qu'il faut bien dégager : le mouvement général de salaires d'une part, et d'autre part, le mouvement général des prix, celui dont j'ai parlé le plus, qui est le mouvement des prix de gros, c'est-à-dire des prix des produits, pour l'établissement desquels se trouve utilisé le travail ouvrier dont on considère le salaire. Puis nous venons à considérer le salaire, comme revenu de l'ouvrier; et de ce point de vue nous apparaît un 3° mouvement distinct, que j'ai cru pouvoir atteindre dans ce cadre, qui est le mouvement des prix des denrées de consommation les plus usuelles, ou encore des prix de détail (et encore aussi celui du prix du logement qui n'est pas, ni en nature, ni en caractère, le même).

C'est justement — je le dis ici en deux mots, parce que je ne puis répéter cinq ou six cents pages, — parce qu'il y a des mouvements distincts : 1° de la variation des prix de gros; 2° de la variation des prix de détail et des denrées (de la variation des prix du loyer aussi), et 3° du salaire. que peut se réaliser la succession de liaisons que j'ai dégagées. La circonstance majeure et initiale, celle qui conditionne tout, est que les salaires haussent quand les prix des produits où s'emploie le travail ouvrier haussent, quels que soient les besoins ou les tendances des ouvriers : il n'est pas apparu de constatation contraire.

Une telle hausse s'est produite, dans notre expérience, plusieurs fois. Et en pareille grande phase les trois mouvements distingués se montrent dans une proportion telle que, d'abord, pour quatre, cinq années, le coût de la vie dépasse dans sa variation cette variation du salaire. Puis et toujours dans la

même grande phase, le coût de la vie se met à baisser, alors que le salaire ne baisse pas ou même s'élève encore. C'est par là que se produit ce qui vous était indiqué tout à l'heure. Tantôt, de ce double mouvement du salaire et du coût de la vie, il résulte, dans le premier cas, une nécessité pour l'ouvrier : ou bien de dépenser moins pour l'un des ordres de dépenses distingués en changeant de quantités, de qualités, de nature de consommation de façon qu'on diminue le rapport à la dépense totale; ou bien de préférer continuer son alimentation aussi proche que possible de l'état antérieur, et alors ce sont les autres catégories des dépenses, ou telle autre qui se trouvent restreintes; ou bien encore, d'augmenter les ressources du ménage de quelque façon (travail en plus, travail d'autres membres du ménage, prélèvement sur l'épargne. endettement, etc.).

Ces trois ordres de possibilité peuvent d'ailleurs se cumuler dans une certaine mesure.

Puis, dans l'autre cas, lorsqu'il se trouve que le salaire soit se maintient, soit hausse encore davantage, lorsque ces éléments de coût des objets de consommation se montrent baisser, il résulte de là même trois ordres de possibilités inverses : d'augmenter ou réaugmenter la nature, la qualité, la quantité des objets de consommation déjà pratiquée; ou bien d'augmenter la proportion ou d'introduire la pratique de telle catégorie d'une autre dépense; ou bien encore, d'augmenter la proportion d'autres ordres de satisfactions, que sont les loisirs, c'est-à-dire de travailler moins, ou encore d'épargner; ce sont là d'autres éléments des budgets qui ne sont pas à oublier.

Mais, si j'ai bien vu, ces suites de faits se retrouvent, dans une certaine mesure, même en grande phase de seconde sorte où les prix de gros se trouvent baisser et où les salaires se maintiennent, relativement du moins au taux fixé, et même encore, compte tenu du chômage, en revenu effectif. Dans ces périodes-là, les prix de consommation ont un mouvement qui dans l'ensemble, est sans doute plutôt de baisse (bien que n'étant pas ni du même ordre de grandeur, ni du même caractère que le mouvement des prix de gros des produits); et notamment il s'y présente des poussées de relèvement; mais par les abaissements courts ou encore sur l'ensemble, il se produit alors aussi des possibilités de cette extension de satisfactions par rapport à un état antérieur.

Voilà ce que j'ai voulu dire. Cela se vérifie aux Etats-Unis, dans la période de la guerre de Sécession, où nous avons les excellentes élaborations de données de W. C. Mitchell dans son ouvrage sur l'Or, les prix et les salaires dans la période du green back standard; il est très net que, dans cette période, le mouvement des prix de détail part à vrai dire le premier; mais le mouvement des prix de gros le rattrape bientôt; et le salaire ne commence à hausser que trois ans après. Le maximum est marqué le premier par les prix de gros qui entrent ensuite en une chute très rapide, et même finissent par tomber au-dessus de 100 (1860); vers 1879, à la reprise de la convertibilité les prix de détail continuent encore à hausser un an ou deux après les prix de gros, puis se mettent à baisser, mais sensiblement moins et finissent au moment de la reprise de la convertibilité vers 120.

Ici s'ajoute un indice du coût de la vie où il est fait une combinaison du prix des logements avec ces données de prix de détail : ce coût de la vie hausse plus longtemps, et se soutient quelques années de plus que l'indice précédent; puis il se met à descendre en courbe adoucie, mais finit encore un peu plus haut. Enfin le salaire, parti en hausse plus tard, hausse moins pendant plusieurs années et reste alors au-dessous non seulement des prix de gros et des prix de détail, mais du coût de la vie; seulement il continue de hausser plusieurs années de plus en courbe adoucie, et si tout de même il finit par descendre, il se soutient encore à 140. au terme considéré.

Voilà un schéma qu'on retrouve semblable en périodes homologues où il se marque des divergences et donc une marge possible entre les deux variations, dont l'une ne monte pas, ou monte, et l'autre descend.

Il en résulte des possibilités diverses de changer l'emploi du revenu salaire et ce qui est fort intéressant c'est de voir comment en fait sont employées ces possibilités. Il ne suffit pas de considérer la proportion des catégories de dépenses; il faut voir aussi quel est le mouvement des prix unitaires des objets de consommation, afin de reconnaître s'il n'intervient pas de changements entre objets. même si la dépense en reste à proportion égale des salaires qui se maintiennent, ou même qui baissent, ou ne faut-il pas tenir compte d'autres variables encore ?

Il faut prendre en considération aussi des changements de proportion entre les diverses catégories de dépenses qui, peut-être, sont fonction aussi de ces divers facteurs, mais qui sont assurément plus difficiles à atteindre et à suivre. Tout de même on a quelques présomptions possibles en regardant. par exemple, à certaines consommations, à certains emplois qui ont un caractère de nouveauté dans la pratique constatée. Ainsi, quand on voit apparaître même dans la nourriture, des consommations nouvelles qui prennent une importance alors qu'elles ne sont relativement nullement indispensables. cela peut s'interpréter. Or, c'est justement dans ces divergences de mouvements entre les deux groupes qu'il se forme une possibilité d'autres satisfactions dans la nourriture ou tel autre ordre d'emploi; ou encore d'autres proportions de satisfactions aussi pour les catégories de dépenses.

Pour en venir tout de suite à une interprétation de caractère sociologique, du cadre de celles que Halbwachs nous indiquait, je me suis demandé s'il n'y avait pas à faire la part, non seulement au rôle très grand de ce que j'appellerai la consommation passive (qui pourrait être de nature individuelle)

mais encore dans cet ordre et plus précisément, surtout dans les sociétés démocratiques, à une poussée très grande des classes ouvrières vers ce qui leur paraît être le signe, le test de la condition plus élevée.

Historiquement, il s'est marqué un goût très grand pour la viande, pour le gibier, qui ne correspond pas du tout à des besoins physiologiques puisqu'il y a des peuples entiers qui sont végétariens, et nombre de personnes qui le pourraient, ne mangent pas de gibier, mais qui correspond à une poussée des classes inférieures, à leur désir d'atteindre à une consommation qui était la consommation caractéristique du noble et du seigneur. Pour les vêtements, il en est de même. Si nous sautons par dessus des siècles, nous arrivons aux boissons fermentées, au vin, à l'alcool, qui ne sont peut-être pas tellement désirées parce qu'elles donnent l'ivresse, mais parce qu'elle sont (et à ce degré même de pouvoir s'enivrer) une consommation d'un caractère social supérieur.

M. Maunier. — On n'est un gentleman qu'à cette condition !

Le Président. — Il en est de même, je crois bien, pour ces besoins que vous signaliez de mécanisation dans le cadre américain : par exemple le désir de tous les ouvriers des usines Ford, est d'avoir une automobile. Ne disons pas simplement (bien que ce ne soit pas à oublier) que pour eux c'est seulement l'analogue, en proportion de dépense, de ce qu'est pour nos ouvriers l'achat d'une bicyclette. Car nous devons tout de même reconnaître chez l'américain une tendance à avoir des machines à laver, des maisons avec calorifère, salle de bains. Mais davantage, je crois reconnaître là, une tendance à se rapprocher de ce qui pour lui est la caractéristique de la classe sociale supérieure. Et sans doute aussi, dans une certaine mesure, de là proviendrait encore cette égalisation que vous remarquiez dans la nourriture, quant à sa qualité ou à sa quantité, entre les diverses classes.

D'ailleurs, même pour la nourriture, il y aurait à faire encore quelques interprétations. Je me suis demandé en passant, si cette augmentation considérable que vous notiez des dépenses de pharmacie ne voulait pas dire : augmentation de la consommation d'alcool, puisque en régime de prohibition les pharmacies ont été des organes de distribution conformistes de l'alcool.

Je signalerai encore un autre ordre d'observations. Dans des enquêtes belges dont nous trouvons la comparaison sommaire dans un numéro récent de la *Revue internationale du travail,* nous retrouvons d'abord un changement de proportions très net, de la proportion de la dépense nourriture entre ces trois enquêtes (qui sont environ, de 1850, de 1890 et de 1930) qui pour l'ensemble des ménages ouvriers atteints, est de 7 à 8 % : la différence se retouve en augmentation de proportion, non pas tellement de la dépense logement, mais de la dépense pour besoins intellectuels. Mais ce n'est pas cela que je voulais souligner ici : c'est que, dans ces mêmes enquêtes, il se marque les différences du montant et de la proportion des diverses dépenses suivant les catégories professionnelles ouvrières : ouvriers du textile, ouvriers des mines, ouvriers des métaux, ouvriers typographes: Notamment, la différence de proportion est aussi notable pour les dépenses de nourriture : et cette différence, tant de proportion que de montant ne se ramène pas de façon simple à la dépense physique et au caractère matériel de la profession, mais dénote qu'ils n'ont ensemble d'habitude sociale, même pour un salaire semblable. Ainsi les typographes, par exemple, ont une proportion beaucoup moins forte de la dépense nourriture dès la première enquête et une proportion plus fortes d'autres dépenses : dépenses intellectuelles, dépenses de loisirs. Mais, de plus, la variation respective constatée fait apparaître des changements dans le comportement social lui-même. Voilà donc d'autres ordres d'éléments qui ne sortent pas de la conception sociologique, mais bien au contraire qui montrent que même dans l'ensemble de la classe ouvrière il se manifeste des différences de conditions et de caractéristiques sociales.

Voilà ce que j'aurais à ajouter en m'excusant de ce qui peut paraître un peu obscur dans une intervention déjà trop longue qui n'est pas un exposé et dont plutôt je voulais faire plutôt un simple énoncé de la question.

M. Halbwachs. — Je vous remercie beaucoup de toutes ces observations. Je m'excuse si je ne peux pas y répondre aussi longuement que je le voudrais. Je vais dire quelques mots sur chacune d'elles et vous me permettrez de partir de Simiand pour remonter à Max Lazard.

Sur cette dernière question de la répartition des dépenses suivant les métiers, suivant l'industrie, je n'ai pas repris toute cette question. Je l'avais étudiée dans mon premier livre, mais je n'avais pas trouvé, à cet égard, de différence bien marquée. Dans l'enquête nouvelle les auteurs disent qu'après étude de ce point de vue de la répartition des dépenses, ils n'ont pas trouvé de différenciation, soit par profession, soit par branche d'industrie.

C'est un point que j'indique simplement en passant, la question serait à reprendre. Dans quelle mesure y a-t-il une action des facteurs locaux, étant donnée la localisation différente des industries ? Ce serait aussi à revoir. C'est un point qui serait intéressant.

Le Président. — Ces choses sont d'ailleurs des éléments de sociologie.

M. Halbwachs. — Pour vos observations générales, je suis très content de les avoir provoquées, parce qu'elles sont bien intéressantes.

Sur le rapport entre les salaires et les prix, ou entre les dépenses et les prix, je suis tout à fait de votre avis. Quant à l'action exercée par la hausse des prix, il est certain que quand les prix augmentent les dépenses augmentent. C'est très vi-

sible pour la nourriture, ainsi que pour les vêtements, peut-être plus pour les vêtements que pour la nourriture.

J'ai seulement envisagé ici le montant de la dépense. C'est une objection qui m'a été faite par M. Aubin et par M. Piganiol. Je ne pouvais pas tout dire. Mais, dans mon ouvrage qui va paraître j'ai étudié aussi la dépense en nature, c'est-à-dire les variations de la consistance physique des dépenses.

Pour ce qui est de la nourriture en Amérique, il y a aussi des variations tout à fait frappantes. Evidemment il faut tenir compte des prix en même temps, mais la réduction quant aux quantités est très évidente, très certaine. Il y a à tenir compte de l'intervention des conserves, signalée par Lynd, et qui est aussi peut-être en rapport avec la préoccupation de réduire le travail de la ménagère, de faire plus de place aux autres occupations, d'aller plus vite...

M. Mauss. — Ils ne savent pas ce que c'est que la bonne cuisine...

Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est la fermière qui fait cuire pork and beans dans une boîte à conserves...

M. Halbwachs. — Quant à l'objection qui a été faite de différents côtés, par Maunier qui disait : « Ne trouvez-vous pas une tendance à l'embourgeoisement chez les ouvriers américains ? », on pourrait interpréter en effet cette évolution en disant qu'ils ont une préférence croissante pour les formes de vie qui paraissent caractériser les classes les plus aristocratiques, les plus riches, les formes supérieures de la vie. Oui, seulement dans le cas particulier où nous sommes, il y a une préoccupation plutôt de participer à des formes de vie où les différences de classes peut-être disparaissent.

C'est Wells, je crois, qui a écrit une brochure qu'il a intitulée : « Socialisme pour millionnaires », où il a déploré la condition du millionnaire qui n'a plus la possibilité de se différencier, qui ne

peut plus avoir un carrosse, ni des rubans à ses vêtements, ce qui le rendrait ridicule, et, surtout, coûterait des prix fous, alors que démocratiquement il n'a qu'à s'adresser à un bon coupeur ou à prendre l'autobus.

Il y a une préférence pour des formes de vie collectives, c'est-à-dire auxquelles c'est la société toute entière, et pas seulement une classe déterminée qui participe.

L'ouvrier aura son auto, il pourra circuler de la même façon que celui qui est beaucoup plus riche, il pourra le gêner dans sa marche, s'arrêter à côté de lui, être confondu avec lui.

Il y a là tout un ensemble de notions qui interviennent et qui font peut-être que c'est moins le désir d'appartenir à la classe qui se distingue, que de participer à une activité collective dans laquelle il n'y aurait plus de différence de classes, c'est ce désir qui est passé au premier plan.

Sur ce que vous avez dit, Simiand, du rapport entre le coût de la vie, et non pas les besoins, mais la dépense et le salaire, c'est une très grosse question. Je ne l'ai abordée que pour une très petite période et sans aucune recherche personnelle. J'ai essayé simplement de m'expliquer des variations qui paraissaient conditionnées trop visiblement par le mouvement des prix ou par le mouvement du salaire pour que je ne m'attache pas à cette explication. Mais quant à la théorie générale, nous attendons que vous la repreniez.

D'ailleurs, je dois dire que le mouvement de brusque expansion des besoins conditionnée par une hausse inattendue des salaires, il me semble que votre livre m'avait permis de la comprendre. C'est pourquoi je me suis permis de rappeler ce que je retenais de votre théorie à cet égard.

M. Mauduit m'a parlé de la réclame. Il est certain qu'elle a joué un grand rôle. Lynd a donné des chiffres à cet égard; mais il note qui si en fait d'après les statistiques la réclame est en rapport avec le produit consommé, il n'y a pas de concor-

dance exacte. Pour la nourriture, par exemple, la quantité de réclame est relativement faible; pour d'autres produits elle est considérable, et, naturellement, la valeur que représente le produit n'est pas dans une proportion définie avec la réclame elle-même. On peut relever qu'il y a, dans les dix ou douze dernières années, un développement considérable de la réclame, mais sans essayer d'établir une relation dans le détail.

M. Piganiol avait fait une remarque au sujet des loyers. Je crois, en effet, que la dépense Loyer étant une dépense massive, on s'explique assez qu'elle constitue une catégorie à part dans l'ensemble des représentations de dépenses ouvrières. Mais il faut tenir compte de ce qu'il y a aussi d'autres dépenses massives, dans lesquelles les ménages ouvriers n'ont pas hésité à s'engager, qui leur sont rendues possible par la vente à tempérament, très étudiée par M. Seligmann en particulier, qui a reproduit beaucoup de chiffres notables à ce point de vue.

J'ai donné autrefois une explication théorique de cette répugnance qu'ont les ouvriers à dépenser beaucoup pour le logement, mais cela peut peut-être se présenter sous une forme plus simple.

Il y a des marchés de produits alimentaires, ou produits vestimentaires, qui sont publics, c'est-à-dire que les marchandises s'exposent aux yeux de tous, les magasins sont des magasins où tout le monde va, avec surtout le développement des grands magasins. Donc on peut dire qu'à cet égard les comparaisons sont possibles, beaucoup plus facilement que dans le cas du logement. En effet, est-ce que l'employé va souvent dans les logements d'ouvriers ? est-ce que l'ouvrier va souvent dans les logements d'employés ? Est-ce qu'il n'y a pas là deux mondes à part, et est-ce que les comparaisons sont vriers ? Est-ce que l'ouvrier va souvent dans les logement des ouvriers qui est différent du marché du logement des employés ? ou des petits fonctionnaires ?

Je ne voudrais pas oublier les objections qu'on m'a faites. Je crois que j'ai répondu à peu près à toutes, sauf à Max Lazard, à propos de cette méthode du calcul et de la dépense par personne unité dont je vous avais signalé le caractère artificiel. Je suis passé à cet égard par deux attitudes. J'ai pensé d'abord qu'elle était anti-sociologique et qu'il était arbitraire de compter un enfant pour 0,30 quand il s'agit de la dépense logement et pour 0,60 ou 0,70 quand il s'agit de la dépense nourriture.

Mais à l'usage, et quand j'ai dû me reporter aux tableaux, tout en faisant cette remarque que, à priori, le résultat c'est d'exagérer certaines dépenses, cela m'a paru bien commode, à cause du raisonnement à fortiori que cela permettait.

Puis ces coefficients, non seulement n'ont pas été choisis au hasard, mais on s'est appuyé sur des enquêtes pour les fixer. Le mieux serait de situer les variations entre deux nombres, l'un calculé par ménage et l'autre par personne unité. D'autant plus que, même dans certaines parties de l'étude, on a dû définir autrement le nombre des personnes qu'il y a dans un ménage, on a dû le définir par personne. C'est une représentation sociale, plus naturelle que le nombre d'unités qu'on peut établir par cette méthode.

Je crois que j'ai rappelé toutes les objections qui m'ont été faites. Je suis content que vous m'ayez donné l'occasion de causer de ces questions avec vous, et surtout de me trouver au milieu de vous.

Le Président. — On vous fera revenir pour causer encore de ces questions, pour provoquer d'autres questions et y répondre encore par d'autres.

Il n'y a pas d'autre observation que nos remercîments à notre ami ?

La séance est levée.

IMP. DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE - PARIS-BOURG

INTENTIONAL SECOND EXPOSURE

dance exacte. Pour la nourriture, par exemple, la quantité de réclame est relativement faible; pour d'autres produits elle est considérable, et, naturellement, la valeur que représente le produit n'est pas dans une proportion définie avec la réclame elle-même. On peut relever qu'il y a, dans les dix ou douze dernières années, un développement considérable de la réclame, mais sans essayer d'établir une relation dans le détail.

M. Piganiol avait fait une remarque au sujet des loyers. Je crois, en effet, que la dépense Loyer étant une dépense massive, on s'explique assez qu'elle constitue une catégorie à part dans l'ensemble des représentations de dépenses ouvrières. Mais il faut tenir compte de ce qu'il y a aussi d'autres dépenses massives, dans lesquelles les ménages ouvriers n'ont pas hésité à s'engager, qui leur sont rendues possible par la vente à tempérament, très étudiée par M. Seligmann en particulier, qui a reproduit beaucoup de chiffres notables à ce point de vue.

J'ai donné autrefois une explication théorique de cette répugnance qu'ont les ouvriers à dépenser beaucoup pour le logement, mais cela peut peut-être se présenter sous une forme plus simple.

Il y a des marchés de produits alimentaires, ou produits vestimentaires, qui sont publics, c'est-à-dire que les marchandises s'exposent aux yeux de tous, les magasins sont des magasins où tout le monde va, avec surtout le développement des grands magasins. Donc on peut dire qu'à cet égard les comparaisons sont possibles, beaucoup plus facilement que dans le cas du logement. En effet, est-ce que l'employé va souvent dans les logements d'ouvriers ? est-ce que l'ouvrier va souvent dans les logements d'employés ? Est-ce qu'il n'y a pas là deux mondes à part, et est-ce que les comparaisons sont vriers ? Est-ce que l'ouvrier va souvent dans les logement des ouvriers qui est différent du marché du logement des employés ? ou des petits fonctionnaires ?

Je ne voudrais pas oublier les objections qu'on m'a faites. Je crois que j'ai répondu à peu près à toutes, sauf à Max Lazard, à propos de cette méthode du calcul et de la dépense par personne unité dont je vous avais signalé le caractère artificiel. Je suis passé à cet égard par deux attitudes. J'ai pensé d'abord qu'elle était anti-sociologique et qu'il était arbitraire de compter un enfant pour 0,30 quand il s'agit de la dépense logement et pour 0,60 ou 0,70 quand il s'agit de la dépense nourriture.

Mais à l'usage, et quand j'ai dû me reporter aux tableaux, tout en faisant cette remarque que, à priori, le résultat c'est d'exagérer certaines dépenses, cela m'a paru bien commode, à cause du raisonnement à fortiori que cela permettait.

Puis ces coefficients, non seulement n'ont pas été choisis au hasard, mais on s'est appuyé sur des enquêtes pour les fixer. Le mieux serait de situer les variations entre deux nombres, l'un calculé par ménage et l'autre par personne unité. D'autant plus que, même dans certaines parties de l'étude, on a dû définir autrement le nombre des personnes qu'il y a dans un ménage, on a dû le définir par personne. C'est une représentation sociale, plus naturelle que le nombre d'unités qu'on peut établir par cette méthode.

Je crois que j'ai rappelé toutes les objections qui m'ont été faites. Je suis content que vous m'ayez donné l'occasion de causer de ces questions avec vous, et surtout de me trouver au milieu de vous.

Le Président. — On vous fera revenir pour causer encore de ces questions, pour provoquer d'autres questions et y répondre encore par d'autres.

Il n'y a pas d'autre observation que nos remercîments à notre ami ?

La séance est levée.

IMP. DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE - PARIS-BOURG

MARX (J.), Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes, 88, rue Lafayette, Paris (9e).
MAUNIER (René), Professeur à la Faculté de Droit, 7, avenue d'Orléans, Paris (14e).
MAUSS (Marcel), Professeur au Collège de France, 2, rue Bruller, Paris (14e).
MEILLET (A.), Membre de l'Institut, 24, rue de Verneuil, Paris (6e).
MESTRE, Professeur à l'Ecole des Langues orientales, 16, avenue Paul-Appell, Paris (14e).
MILLIOT (L.), Professeur à la Faculté de Droit d'Alger, Alger; à Paris, 39, rue de Jussieu, Paris (5e).
PARODI, Inspecteur général de l'Instruction Publique, 141, quai d'Orsay, Paris (7e).
PIGANIOL, Professeur à la Sorbonne, 40, rue de la Voie-Verte, Paris (14e).
PLASSARD, Professeur à la Faculté de Droit, 22, rue du Printemps, Toulouse.
PRZYLUSKI, Professeur au Collège de France, 9, rue de Luynes, Paris (7e).
RABAUD (E.), Professeur à la Faculté des Sciences, 3, rue Vauquelin, Paris (5e).
RAMADIER (P.), Avocat à la Cour, Député de l'Aveyron, 248, rue du Faubourg-Saint-Martin, Paris (10e).
RAY (J.), 6, avenue Vion-Whitcomb, Paris (16e).
RIVET (P.), Professeur au Muséum, 77, boulevard Saint-Marcel, Paris (13e).
ROUSSEL (P.), Directeur de l'Ecole Française, Athènes (Grèce).
SIMIAND, Professeur au Collège de France, 27, boulevard La Tour-Maubourg, Paris (7e).
SION (J.), Professeur à la Faculté des Lettres de Montpellier.

BUREAU :

MM. SIMIAND, président.
GRANET, vice-président.
H. LÉVY-BRUHL, secrétaire
G. BOURGIN, archiviste-bibliothécaire
P. FAUCONNET, trésorier.
DAVY
L. LÉVY-BRUHL
MAUNIER
GERNET.
} conseillers.

Extraits des Statuts

ARTICLE PREMIER. — *L'Institut français de sociologie* a pour objet de rapprocher les spécialistes des diverses sciences dont la réunion constitue la science de l'Homme vivant en société.

ART. 2. — La Société comprend 50 membres titulaires. Au bout de dix ans, les titulaires deviennent membres du Conseil. Les titulaires et les membres du Conseil sont les membres actifs de la Société; ils ont mêmes droits et mêmes obligations.

ART. 3. — Pour devenir membre titulaire, il faut être élu au scrutin uninominal par la majorité absolue des votants. Le vote par correspondance est admis. L'élection n'est valable que si un candidat réunit sur son nom un tiers des membres actifs. Lorsqu'un second tour est nécessaire, l'élection est renvoyée sous les mêmes conditions à la séance suivante.

ART. 4. — La Société peut décerner le titre de membre d'honneur à 10 savants français ou étrangers.

Elle peut nommer correspondant toute personne qui lui rend des services scientifiques.

Le titre de membre fondateur peut être décerné à toute personne versant une somme de 500 francs au minimum.

ART. 5. — L'Assemblée générale de la Société se compose des membres actifs spécialement convoqués. Elle se réunit au moins une fois par an. Elle contrôle l'administration de la Société et élit les membres du Bureau.

ART. 6. — La Société est administrée par un Bureau ainsi composé : un président, un vice-président, un secrétaire, un archiviste-bibliothécaire, un trésorier et quatre conseillers.

Le trésorier représente la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile; il est chargé de recouvrer les sommes dues à la Société et d'acquitter les dépenses.

Les titulaires de ces fonctions sont élus pour trois ans par la Société. Le trésorier, le secrétaire et l'archiviste-bibliothécaire sont seuls immédiatement rééligibles.

ART. 9. — Les membres du Conseil et les membres titulaires payent une cotisation annuelle de 30 francs. Ils peuvent se libérer par un versement unique de 500 francs.

Les membres d'honneur, les membres fondateurs et les correspondants ne payent pas de cotisation; ils ne prennent pas part aux élections ni à l'administration.

Date Due

COLUMBIA UNIVERSITY
0032050844

112 H123
Halbwachs, M.
... Budgets de famille

MAR 0392

MAR 1994

AUG 8

END OF
TITLE